

Bureau de dépôt:
BRUXELLES X
N° de client
P912345

ORGANISE-TOI

UN JOURNAL DE LA JEUNESSE ORGANISÉE & COMBATIVE
TRIMESTRIEL N°19 - DÉCEMBRE 2025



EDITEUR RESPONSABLE : ALIOU BALDÉ - ASBL
JOC-JOCF 4, RUE D'ANDERLECHT, 1000, BRUXELLES



UNE PUBLICATION DE L'ASBL JOC-JOCF
Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles



COMMENT ON AGIT ?

Nous sommes une organisation de jeunesse engagée, non liée à un parti politique, qui se veut antisexe, antiraciste et anticapitaliste.

Nous nous organisons par groupe selon la région ou les affinités. Nous fonctionnons de manière démocratique et horizontale : tout le monde s'exprime et participe aux décisions !

Nous décidons ensemble des campagnes à mener, nous mobilisons autour de nous et menons des actions sur le terrain pour nous libérer de toute forme d'oppression.

Nous développons des alternatives et des projets pour changer les choses ici et maintenant.

Nous luttons pour une société égalitaire, juste et solidaire.

CE QUE L'ON FAIT ?

Afin de ne pas rester isolé·e·s, on se réunit pour discuter et réfléchir sur les situations que nous vivons, pour déchiffrer l'actualité et le monde qui nous entoure.

Nous organisons des discussions, des ciné-débats, des soirées, des formations, etc.

Nous travaillons sur diverses thématiques et luttes telles que :

- les luttes queer,
- les luttes féministes,
- le droit au logement,
- les luttes anti-raciste,
- les droits des personnes sans-papiers,
- l'accès démocratique et inclusif au sport et à la culture,
- les luttes sociales,
- les luttes écologiques.

CE QUE L'ON VEUT ?

Nous voulons vivre dans une société où tout le monde peut circuler librement, où chacun·e a droit à un logement digne, à un revenu, à une formation accessible, à un futur.

Nous voulons une démocratie réelle où les prises de décisions sont collectives et où chacun·e a son mot à dire.

Nous voulons contrôler nos vies, acquérir notre autonomie et nous émanciper de la logique marchande qui nous réduit à des consommateurs·trices et des travailleurs·euses.

Nous sommes convaincu·e·s qu'un autre monde est nécessaire, nous sommes déterminé·e·s à tout mettre en œuvre pour le réaliser.

DANS CE NUMÉRO

Ni Jumet, ni ailleurs : Charleroi debout contre les prisons pour sans-papiers

Repolitisons nos prides : contre la reprise capitaliste et la dépolitisation

Pour un antifascisme pluriversel : décolonier la lutte, élargir le front

Bande dessinée décoloniale

4

8

14

18





ni Jumet ni ailleurs : Charleroi debout contre les prisons pour sans-papiers

Lettre ouverte de Gabriel,
Permanent de la
JOC Charleroi

**Retour sur la manifestation du
25 octobre contre le centre fermé
à Jumet et poursuite de la lutte
contre les politiques migratoires
en Belgique et en Europe.**



Manifestation contre le centre fermé de Jumet - 2024

Le samedi 25 octobre 2025, Charleroi a vibré au rythme de la colère et de la dignité. Sous un ciel gris mais une énergie brûlante, près de 300 personnes ont défilé dans les rues de la ville pour dire non au projet de centre fermé à Jumet, non aux politiques migratoires racistes de la Belgique et de l'Union Européenne, et pour honorer la mémoire de Semira Adamu, militante sans-papiers tuée par la police belge lors d'une expulsion forcée en 1998¹. Venu·es de Liège, Bruxelles, Mons, Namur, mais aussi de l'étranger, les manifestant·es ont marché derrière les banderoles du collectif *Ni Jumet, Ni Ailleurs*, au son des slogans.

Cette journée devait se tenir initialement le 20 septembre, date anniversaire de la mort de Semira Adamu. Mais la Ville de Charleroi a interdit la manifestation ce jour-là, prétextant qu'un match de football mobilisait trop la police. Un refus politique, camouflé derrière des raisons administratives. Un symbole, surtout, de la manière dont la Ville choisit de traiter la mémoire et les luttes : le foot avant la justice, le maintien de l'ordre avant les droits humains.

Pourtant, malgré les reports, les interdictions et les intimidations, nous étions là. Et nous avons rappelé haut et fort que la solidarité ne se négocie pas. **Car derrière chaque barbelé, derrière**

chaque mur, il y a une vie, une histoire, un visage.

Une ville « hospitalière » qui ferme ses portes

« Charleroi a toujours été, est et restera une ville hospitalière », déclarait le bourgmestre PS Thomas Dermine lors de l'interpellation du collectif *Ni Jumet, Ni Ailleurs* au conseil communal, en avril dernier². **Mais comment une ville peut-elle se dire « hospitalière » tout en soutenant la construction d'un centre fermé – une prison pour personnes sans-papiers, un outil de déportation, une zone de souffrance ?**

Thomas Dermine se félicite de « l'exemplarité de Charleroi en matière d'intégration », citant des statistiques démographiques qui ne disent rien de la politique réelle de la ville³. Pendant ce temps, le service des étrangers reste relégué à Marcinelle, loin du centre, où des dizaines de personnes font la file dès 5 heures du matin dans le froid pour espérer un rendez-vous. Voilà la réalité de cette hospitalité « carolo ».

Pire encore : à peine 10 jours après avoir juré que « Charleroi restera une

terre d'accueil », Thomas Dermine dénonçait dans *La Libre Belgique* une politique migratoire « laxiste » et reprenait sans vergogne le lien raciste entre immigration et sécurité : « *Quelques dizaines d'individus en situation irrégulière font régner la terreur à Charleroi.* »⁴

Ces mots, on les connaît. Ce sont les mots de l'Extrême-Droite, ceux qui préparent les politiques d'enfermement. Et pourtant, ils sortent de la bouche d'un élu socialiste.

L'échevin Tanguy Luambua (Les Engagés) n'est pas plus cohérent. Il affirme que « le racisme n'a pas sa place à Charleroi » tout en défendant la construction d'un centre fermé⁵. **Mais une ville qui enferme des personnes étrangères n'est pas une ville antiraciste. Elle participe à un racisme d'État, systémique, qui criminalise l'existence même des sans-papiers.**

Comme le rappelle l'activiste Nordine Saïdi, cet « antiracisme moral » brandi par les responsables politiques est une illusion : « *Il dit 'soyons unis', mais ne dit pas contre qui. Il dit 'non à la haine', mais ne dit pas que cette haine est le produit d'un racisme d'État, relayé par les médias dominants, les politiques* »

1 Charleroi : manifestation contre le projet de centre fermé à Jumet. (RTBF - Octobre 2025)

2 Parole, parole, parole... au conseil communal de Charleroi. (Stuuf.info - Juin 2025)

3 Idem

4 Idem

5 Idem

migratoires, les pratiques policières et les lois sécuritaires. »⁶

À Charleroi, les mots d'hospitalité et d'antiracisme servent à masquer la continuité d'un système d'exclusion. Ce qu'il nous faut, ce ne sont pas des déclarations morales, mais des actes politiques : refuser les centres fermés, refuser la criminalisation des sans-papiers, refuser de collaborer à l'expulsion des vies.



Thomas Dermine se vante qu' « aucun représentant de l'Extrême-Droite ne siège au conseil communal »⁷. Mais l'absence d'un logo sur un banc communal ne fait pas disparaître les idées qui s'y propagent. En réalité, les idées d'Extrême-Droite sont déjà à l'œuvre à Charleroi. Les politologues le disent : **l'Extrême-Droite se définit par le nationalisme, l'inégalitarisme et le sécuritarisme.** Et ces trois principes sont au cœur du système des centres fermés.

- **Nationalisme**, parce qu'ils excluent sur base de la nationalité.
- **Inégalitarisme**, parce qu'ils instaurent un traitement différencié entre « nous » et « eux ».
- **Sécuritarisme**, parce qu'ils reposent sur la privation de liberté et la surveillance.

Ces prisons administratives ne sont pas des « accidents de parcours ». Elles sont la colonne vertébrale d'un projet politique raciste, initié dans les années 80, pérennisé par des gouvernements où siégeaient le PS et le PSC (ancêtre des Engagés). La fameuse *loi Tobback*



Manifestation contre le centre fermé à Jumet - 2025

de 1993, du nom du ministre socialiste Louis Tobback, a ancré l'enfermement des sans-papiers dans le droit belge. C'est dans ce contexte qu'a été tuée Semira Adamu, en 1998, lors d'une expulsion forcée.

Aujourd'hui, la boucle est bouclée. Ce sont à nouveau des élus socialistes et centristes qui reprennent le flambeau, en reprenant les obsessions du Vlaams Belang : trier, enfermer, expulser.

Lors de notre interpellation, Thomas Dermine a affirmé que « la détention en centre fermé ne peut se concevoir que dans le respect de la dignité humaine »⁸. Mais il n'y a pas d'enfermement humain. Les témoignages des personnes détenues dans les centres fermés de Bruges, Merksplas ou Caricole sont sans appel :

« On traite mieux les chiens que les humains. »
 « L'esclavage, ce n'est pas fini. »
 « On nous appelle par des numéros. »
 « Une douche par semaine, à 16 dans une cellule. »

Chaque témoignage est une gifle à ceux et celles qui prétendent qu'il s'agit

d'un « dispositif administratif ». C'est de la violence institutionnelle, organisée, planifiée, assumée.

Les expulsions qui suivent l'enfermement sont tout aussi brutales : des personnes ligotées, bâillonnées, battues dans les avions. Quand la Ville de Charleroi collabore avec l'Office des étrangers, elle accepte que son aéroport devienne une zone de torture.

Et pendant que les élus se félicitent de ne plus enfermer d'enfants, ils ferment les yeux sur les adolescents que l'État refuse de reconnaître comme mineurs, et qui se retrouvent derrière les barbelés. Hypocrisie totale.

Dire qu'un centre fermé serait « adapté » à certaines personnes, c'est refuser de voir que la migration rend vulnérable. Aucune personne n'est à l'abri de la destruction psychologique que représente la privation de liberté. Le projet de Jumet n'y changera rien. Il sera, comme les autres, une machine à briser les vies.

Pour justifier le projet, l'échevin Tanguy Luambua parle de « crise de l'accueil ».



Manifestation contre le centre fermé à Jumet - 2025

Mais ce discours, c'est du vent. La soi-disant « crise migratoire » n'existe pas : il s'agit d'une crise de l'accueil, une crise politique, une incapacité des États à accueillir dignement.

Les chiffres du Myria, centre fédéral migration, le prouvent : 13 % des habitant·es en Belgique n'ont pas la nationalité belge, et la majorité sont Européen·nes⁹. **La migration extra-européenne reste minoritaire. Mais c'est elle qu'on criminalise, parce qu'elle dérange un ordre racial et postcolonial.**

Les pouvoirs publics parlent d'« invasion » pour justifier les politiques sécuritaires, alors que ce sont les pays européens qui ont colonisé, pillé et détruit les territoires d'où viennent aujourd'hui celles et ceux qui migrent. L'histoire est inversée, les mots détournés : **ce ne sont pas les migrant·es qui envahissent l'Europe, c'est l'Europe qui continue d'imposer ses frontières au reste du monde.**

Pendant ce temps, l'argent coule à flots pour la répression. Le centre fermé de Jumet coûterait près de 40 millions d'euros — rien que pour sa construction. Quarante millions d'argent public, investis non pas dans l'éducation, la santé, la culture, mais dans la violence d'État. Cette somme pourrait financer des centaines de logements sociaux, des projets de solidarité, des lieux d'accueil, des formations. Mais le choix est clair : **construire des murs plutôt que des ponts.**

Ce 25 octobre, la rue a parlé. Elle a dit non à la criminalisation des exilé·es, non à la collaboration avec l'Extrême-Droite, non à la normalisation de l'enfermement. Les prises de parole ont rappelé la mémoire de Semira Adamu, de Mawda, de Tamazi, de Baudoin, et de toutes celles et ceux mort·es des politiques migratoires européennes. Des collectifs de sans-papiers, des groupes féministes, antiracistes, des syndicaux ont pris la parole pour affirmer une évidence : nous ne laisserons pas faire.

La marche s'est conclue sur une place Buisset bouillonnante, remplie de chants et de détermination. Des banderoles s'élevaient :

« Pas de centre fermé à Jumet Ni ici, ni ailleurs. »
 « Charleroi antifasciste ? Prouvez-le ! »
 « Liberté pour toutes et tous ! »

Cette manifestation n'était pas une fin, mais un point de départ. Car si le pouvoir politique local pense que quelques reports de dates suffiront à nous fatiguer, il se trompe lourdement. La lutte continue dans les rues, dans les conseils communaux, dans les quartiers, dans les écoles, partout où l'on refuse la banalisation du racisme d'État.

Le collectif **Ni Jumet, Ni ailleurs** et les associations partenaires ont déjà annoncé la suite : des actions, des veillées, des interpellations, des campagnes d'information. Parce qu'il ne s'agit pas seulement de s'opposer à un projet, mais de changer le récit.

Nous voulons une société qui ne divise pas le monde entre « légaux » et « illégaux ».

Nous voulons une ville qui choisit la solidarité plutôt que la suspicion, la vie plutôt que la peur.

Nous voulons que Charleroi, si fière de son passé ouvrier et antifasciste, se montre digne de cette histoire.

Même si la commune n'a pas le pouvoir formel d'annuler le projet fédéral, elle peut refuser d'y collaborer. Elle peut bloquer les procédures, retarder les permis, mettre des bâtons dans les roues. Elle peut, surtout, prendre position publiquement contre la construction d'une prison raciste sur son territoire.

Ce 25 octobre, Charleroi a montré que la peur ne gagnerait pas.

Nous ne voulons pas d'un futur de grillages.

Nous voulons un présent de justice et de dignité.

Tant qu'il y aura des centres fermés, nous serons là.

Tant qu'il y aura des frontières, nous les franchirons ensemble.

Et tant qu'il y aura des gouvernements qui enferment, nous rappellerons que la solidarité est notre arme.



Manifestation contre le centre fermé de Jumet - 2024

6 Idem

7 Idem

8 Charleroi : manifestation contre le projet de centre fermé à Jumet. (RTBF - Octobre 2025)

Repolitions nos prides : contre la reprise capitaliste et la dépolitisation

Carte blanche de Léo, permanent à la JOC Tournai et Cédric, militant à la JOC Tournai

Chaque mois de juin, les villes, les entreprises, et les partis politiques s'emparent des symboles queer pour soigner leur image.

Peu à peu, la Pride a progressivement perdu sa radicalité initiale pour devenir un événement plus consensuel. Le message de contestation se mêle désormais à une logique commerciale.



Première Pride de Tournai - 2025

Entre dépolitisation, reprise capitaliste et récupération électorale, la lutte LGBTQIA+ se dilue dans un marketing de façade, au point qu'on parle désormais de « capitalisme rose ». Ces Prides sont désormais des grandes fêtes, dénués de revendications politiques. Pourtant, la Pride est au départ la commémoration d'une émeute contre les répressions policières et les discriminations LGBTQI-phobes. Que reste-t-il de cette révolte contre l'Etat bourgeois ? Comment la lutte s'est transformée en un produit marketing ?

De l'émeute à l'organisation collective

C'est dans les années 60 que nous connaissons un réel bouleversement dans la lutte queer. L'idée de rébellion émerge dans toutes les sphères de la société. On voit l'émergence de nombreuses luttes sociales et politiques : les mouvements féministes, l'opposition à la guerre du Vietnam, les mouvements contre l'impérialisme, Mai 68, l'activisme des Black Panthers, etc. C'est dans ces mêmes années que la communauté LGBT s'unit à son tour et voit naître le fait historique le plus marquant de son histoire : **les émeutes de Stonewall**.

On remarque que toutes ces contestations avaient un ennemi commun : le capitalisme et son allié l'Etat bourgeois.

La nuit du 28 juin 1969 marque un tournant dans l'histoire de la communauté LGBTQIA+ à New York. Le **Stonewall Inn**, bar de Greenwich Village fréquenté par des personnes transgenres, des drag queens, des travailleurs-euses du sexe et d'autres minorités de genre, est visé, pour une énième fois, par une descente de police. Marsha P. Johnson, Sylvia Rivera et d'autres résistent, déclenchant plusieurs jours de confrontations.

Ces événements attirent l'attention des médias grâce à l'intervention de Craig Rodwell, libraire et voisin du bar, qui alerte la presse locale. Rapidement, cette révolte acquiert un statut symbolique et inspire l'organisation de groupes militants tels que le **Gay Liberation Front** et le **Gay Activists Alliance**.

L'année suivante, la ville de New York organise la première « **Christopher Street Liberation Day** », ancêtre de nos Prides actuelles, pour honorer la mémoire des émeutes de Stonewall. **La rue devient politique. La fierté devient une arme.** L'événement marque le début d'une diffusion internationale de la Pride telle que nous la connaissons aujourd'hui. Les émeutes de Stonewall ont été l'étincelle.

En Belgique, la lutte n'est pas sans reste. Les premières initiatives pour les droits LGBTQIA+ apparaissent dans les années 1970 avec le **Homo Dag** à Gand en 1978 et le **Roze Zaterdag** à Anvers en 1979. Après une période de

ralentissement dans les années 80, les mobilisations reprennent dans les années 90, culminant avec la création de la **Belgian Lesbian & Gay Pride** à Bruxelles en 1996, événement qui prendra plus tard le nom de **Belgian Pride**.

Jusqu'au début des années 2000, la Pride reste une marche militante. De nombreux combats sont gagnés comme : la loi contre les discriminations (2002) ; le mariage entre personnes du même sexe (2003), faisant de la Belgique le deuxième pays au monde à l'autoriser (après les Pays-Bas). Mais en 2009, la **Belgian Pride** change de visage : la Ville de Bruxelles et la Région de Bruxelles-capitale deviennent partenaires officiels, puis VisitBrussels coproduit l'événement. La Pride devient un rendez-vous populaire, surtout, touristique et commercial, rassemblant près de 220 000 personnes en 2025¹. La rue se remplit, mais au prix de son sens.

À côté de Bruxelles, la Wallonie connaît aussi l'émergence de ses Prides : **la Fête de l'Amour** à Charleroi, **les Fiertés namuroises**, **la City Pride** de Mons, ou à Liège, **la Gay Street**, la plus petite Pride du Monde. Mais surtout, **la Pride statique de la Transpédrogueine (TGP)**, première pride de Liège qui renoue avec l'esprit militant des premières prides : **visibilité, autodétermination et revendication**.



De la révolte à une dépolitisation et reprise capitaliste

Si *Stonewall* fut une révolte contre l'ordre établi, comment comprendre aujourd'hui des Prides cofinancées par les institutions et sponsorisées par les multinationales ? Le passage de la lutte à la marchandisation, questionne profondément notre rapport à la rébellion et à la récupération. En effet, aujourd'hui, beaucoup ignorent les origines de la Pride. Ce manque de mémoire n'est pas anodin. Il est le fruit d'un double phénomène : un effacement historique, et une récupération capitaliste. Les grandes Prides, dites *mainstream* – c'est-à-dire excessivement promues, consensuelles, et souvent vidées de leur radicalité – ressemblent désormais davantage à d'immenses festivals colorés qu'à un acte de résistance. **Elles donnent l'impression d'être dépouillées de leur identité politique et de leur potentiel révolutionnaire.**

Qu'on s'entende, ce n'est pas négatif en soi que la Pride soit un événement festif. D'ailleurs, les émeutier·ères de *Stonewall* chantaient dans la rue. L'aspect festif fait partie de l'identité des Prides, mais cela ne nous empêche pas de remettre en question leur commercialisation excessive.

Alors, comment expliquer ce changement d'identité ? La réponse se trouve sans doute dans la tension permanente entre visibilité et marchandisation, entre célébration et contestation. **Tant que la Pride sera perçue comme une « fête » et non comme un acte politique, elle risque de servir davantage les vitrines des entreprises que les voix de nos luttes.**

C'est là que le système capitaliste a réussi son challenge. Au-delà de l'effacement de leur portée militante, les Prides ont été réappropriées

comme un outil de communication destiné à asseoir une certaine légitimité du capitalisme libéral perçu comme « ouvert ». Comme l'explique S. Lahaie : « cette opération leur permet aussi de s'ouvrir deux marchés : d'une part, la communauté LGBT elle-même et son besoin identitaire et de socialisation, besoin né précisément de l'exclusion produite par la société de classe ; et d'autre part, le grand public, auquel elles présentent une image d'« entreprise engagée ». [...] Le libéralisme joue ici un rôle décisif : il multiplie les attaques contre la classe ouvrière maquillées en réformes modernes et inclusives. »²

En effet, on le voit actuellement avec le gouvernement Arizona et ses mesures d'austérité qui visent à diviser et affaiblir la classe populaire, en nous faisant croire que nous sommes chacun·e l'ennemi de l'autre, alors que l'ennemi ne se trouve pas dans notre camp. **Résultat : le capitalisme avec l'aide de l'Etat bourgeois continue à exploiter la classe populaire, détourne notre colère et empêche une unité révolutionnaire.**

Ce détournement de sens par le système capitaliste est tellement fort qu'on voit même des partis politiques et la police, nos oppresseurs, devenir nos « alliés » dans les cortèges. Nous

sommes bien loin de *l'émeute de Stonewall* qui dénonçaient, entre autres, les répressions policières.

Prenons le cas de la *Belgian Pride*. Son évolution illustre également un autre phénomène de la reprise du capitalisme : le *pinkwashing*, cette stratégie de communication où institutions et entreprises s'affichent aux côtés des minorités pour redorer leur image sans remettre en question leurs pratiques. Voir défiler sous les mêmes bannières des multinationales polluantes, des banques ou des partis politiques de droite et d'Extrême-Droite, comme le MR ou la N-VA, relève de l'absurde. Ces partis politiques, qui ont souvent combattu ou ignoré nos droits, n'ont aucune légitimité à marcher dans une Pride. Leur présence est une insulte à notre histoire, que cela n'en déplaît aux *homonationalistes*³.

Pourtant, sur le plan international, Bruxelles est considérée comme une ville *LGBTQIA+friendly*. La Belgique est reconnue comme progressiste en termes de respect des droits fondamentaux des personnes *LGBTQIA+*⁴. Cependant, derrière cette image lissée, les personnes de la communauté *LGBTQIA+* subissent encore des discriminations.



Première Pride de Tournai - 2025



Première Pride de Tournai - 2025

Selon Unia⁵, en 2023, **54 % des comportements discriminatoires recensés étaient des délits de haine envers les personnes homosexuelles**.

Et ces chiffres ne reflètent qu'une partie de la réalité : seule une minorité des victimes ose porter plainte. Ces données ne prennent pas en compte les personnes trans et les autres personnes de la communauté. De plus, en moyenne, 1 personne sur 5 porte plainte à la police et 16% le rapportent à l'Unia. Leur combat est loin d'être terminé.

Derrière l'image de carte postale d'une Belgique progressiste, la violence queerphobe demeure systémique. Ce qui soutient la réflexion de S. Lahaie, que nous partageons, dont l'idée est que le libéralisme donne d'une main une image de progrès et de l'autre casse les droits de la classe populaire.

En réaction, apparaissent des contre-marches révolutionnaires ou des marches organisées par les personnes concernées, politisées, qui renouent avec une logique de lutte radicale contre les oppressions. C'est le cas de la *Pride de Tournai* via le collectif **Dur·es à queer**. Un exemple de résilience queer dans un milieu « campagnard », traditionnel et conservateur.

La petite ville de Tournai a accueilli sa première Pride le 28 juin 2025. Plus de 1000 personnes s'y sont rendues⁶. Cela démontre un réel besoin de visibilisation, ainsi qu'un manque important d'espaces sécurisants et de services psycho-médico-sociaux formés aux réalités spécifiques des personnes concernées à Tournai, mais également dans toute la région de la Wallonie Picarde. Tournai n'est pas une exception parmi d'autres villes. Malheureusement, peu de villes

La lutte de classe : un retour nécessaire

Avec l'avancée de l'Extrême-Droite dans nos contrées et à l'échelle internationale, il est primordial de se rassembler, d'unir nos forces et de continuer à organiser des Prides politiques dans toute la Belgique et à l'international. L'heure n'est plus à la fête quand l'oppression toque à notre porte. Nos droits sont en danger. C'est pour cette raison également que les seules Prides tolérées sont des Prides *mainstream*, inoffensives, qui ne prônent pas d'idées révolutionnaires.



Première Pride de Tournai - 2025

apportent les ressources nécessaires au bien-être et à l'épanouissement des personnes de la communauté *LGBTQIA+*. **Malgré l'acquis de nos droits fondamentaux, nos existences sont toujours en lutte quotidienne contre l'oppression systémique et les discriminations qui en découlent.**

Cette insertion du pouvoir politique et du capitalisme dans nos Prides retire toute l'essence même de nos combats et l'âme de nos prides. Cette dépolitisation amène également une autre conséquence, celle de la **division de nos forces**. La lutte queer a toujours été intrinsèquement liée à d'autres luttes sociales, comme la lutte féministe, la lutte antiraciste, la lutte anti-impérialiste, la lutte anti-décoloniale, ou encore la lutte écologique. Car la Pride est un cri de revendications pour toutes personnes opprimées par un système dominant et répressif.

Un exemple historique frappant de cette intersectionnalité est celui de la **grève des mineurs britanniques**. La lutte queer n'a jamais été isolée. En 1984-85, en pleine grève des mineurs britanniques, le collectif **Lesbians and Gays Support the Miners**

2 Marche des fiertés : entre lutte et récupération. (S. Lahaie - Septembre 2025)

3 Concept décrivant l'appropriation des droits et mouvements LGBT à des fins racistes, islamophobes, nationalistes, et xénophobes. (Dictionnaire La Langue Française)

4 <https://www.rainbow-europe.org/country-ranking>

5 Rapport chiffres des signalements et dossiers 2023 d'Unia (cf. Rapport_chiffres_2023_FR_-_finale_versie_1.pdf)

6 Plus de 1.000 défenseurs de la communauté *LGBTQIA+* dans les rues de Tournai : « Pour une première, la pride est un succès ! », (SudInfo - Juin 2025)

(LGSM) se mobilise pour soutenir les familles de travailleurs en lutte contre le gouvernement Thatcher. Ils récoltent l'équivalent de près de 100 000 £ actuelles et bâtiennent une alliance historique. Les mineurs, à leur tour, viendront marcher aux côtés des personnes queers lors des Prides suivantes, malgré le climat généralisé homophobe de l'époque.

Cette solidarité interclasse montre une évidence : **nos oppressions se croisent**. De Marsha P. Johnson à LGSM, la lutte LGBTQIA+ a toujours été intersectionnelle.



Elle relie le genre, la classe, la couleur de peau, le handicap, la santé mentale, la migration, la précarité. Ce sont ces croisements qui donnent sa force au mouvement.



C'est pourquoi le pouvoir politique et la classe bourgeoise souhaitent la division de nos forces. C'est à leur avantage de nous affaiblir pour qu'on se monte les



un·es contre les autres, nous faisant croire que nous sommes ennemis·es.

De manière plus générale, dans un pays impérialiste tel que la Belgique, il nous incombe d'assumer **une responsabilité internationale** en œuvrant à affaiblir l'extrême-Droite et les gouvernements qui détériorent nos conditions de vie tout en opprimant les peuples du monde entier. **Face à la multiplication des discours oppressifs à travers le monde, on constate que les dirigeants instrumentalisent nos oppressions pour nourrir la division et la haine.** Le sexism, l'homophobie, la transphobie et le racisme servent ainsi à détourner la colère populaire de sa cible réelle : la classe dominante.

Quand dans nos prides, nos oppresseurs défilent à nos côtés. Quand des artistes ou militant·es queer dénoncent le racisme, le colonialisme ou la répression, iels sont censuré·es. Par exemple, lors de la Pride de Bruxelles, le drag king Raoul Les Mécaniques a été interpellé après avoir évoqué les violences racistes de Molenbeek. Le soir même, des militant·es palestinien·nes ont été violemment arrêtés devant la Bourse, où se tenait la scène principale de la Pride. Ou encore, à Tournai, un membre du collectif *Dur·es à Queer* a

vu son drapeau palestinien confisqué par la police.



Comment prétendre célébrer la liberté queer en réprimant celles et ceux qui dénoncent les oppressions ? Être queer, c'est être solidaire. Il n'y a pas de fierté sans justice sociale, pas de libération queer sans libération des autres peuples opprimés.



Parce que les attaques sont globales, notre réponse doit être internationale : accueillir les sans-papiers et migrant·e·s LGBTQIA+ et toutes personnes opprimées à travers le monde et combattre les politiques antisociales qui nous fragilisent. Réinvestir nos Prides, c'est refuser que nos luttes soient digérées par le marketing et la classe dominante. C'est redonner du sens à la marche, du poids aux slogans. **La Pride ne peut plus se contenter d'être une fête sponsorisée : elle doit redevenir une lutte. C'est rappeler que nos existences sont politiques. C'est remettre les marges au centre, les minorités dans la lumière, la colère dans la rue.**

La Pride n'est pas un spectacle. C'est une mémoire, une colère, une fête révolutionnaire.

Entretien avec le collectif Dur·es à Queer

À l'origine de la première Pride de Tournai, le collectif *Dur·e·s à Queer* a voulu combler un manque criant pour la communauté LGBTQIA+ locale. « *Il n'y avait encore pas grand-chose ici* », explique **Clémence**, membre du collectif. « *On a d'abord mis en place des ateliers et des permanences pour permettre aux gens de parler de leurs vécus et de leurs besoins. Très vite, ces échanges se sont transformés en réunions de préparation d'une Pride, parce qu'à Tournai, on ne se sentait ni visibles ni écouté·es.* »

Pour ces jeunes militant·es, organiser une Pride est avant tout un moyen de se réapproprier l'espace public. « *Quand on est une personne queer, l'espace public peut être source d'insécurité. Marcher ensemble, c'est affirmer notre existence, montrer qu'on existe, qu'on est là et qu'on continuera à l'être* », poursuit-elle.

Céline raconte que la démarche a eu un impact personnel fort : « *En questionnement sur mon identité, je cherchais un lieu où en parler. Ici, il n'y avait rien. Grâce à la Pride, j'ai trouvé un espace où j'ai pu apprendre sur moi-même et confirmer des choses que je ne comprenais pas.* »

Pour **Léo**, Tournaisien de naissance, cette première Pride avait une dimension intime : « *C'était une vraie revanche sur la vie. Je n'avais nulle part où aller quand j'étais ado. Je me suis toujours senti rejeté. Participer à la Pride m'a permis de transformer ma rage en légitimité. J'espère que les jeunes d'aujourd'hui auront l'exemple que je n'ai pas eu.* »

Le collectif insiste sur la double dimension de l'événement : militante et joyeuse. « *Il y a plein d'émotions qui nous poussent à faire cette pride : notre colère, notre frustration, mais aussi par des émotions plus positives. La Pride, c'est à la fois une revendication et un vecteur de joie. La joie est politique.* »

Si on n'a pas ces moments de joie, on n'arrive plus à lutter. C'est important de combiner la colère et la joie », souligne **Clémence**.

L'impact s'est ressenti bien au-delà du jour de la marche : « *On a vu naître d'autres groupes au sein des Equipes Populaires autour de ces questions. C'est une victoire collective.* » Les retours ont été nombreux et touchants. « *Beaucoup nous ont dit qu'ils avaient peur d'aller dans les grandes Prides mainstream, et qu'ici, ils s'étaient sentis en sécurité* », raconte **Léo**. « *Certain·es ont retrouvé l'esprit des premières Prides, plus authentiques, faites avec le cœur.* »

Mais la visibilité attire aussi les résistances. « *On a reçu beaucoup de commentaires haineux, mais c'est la preuve qu'il y a encore du travail à faire. Si cette Pride dérange, c'est qu'elle est nécessaire* », ajoute-t-il.

Ernest voit dans cette première édition une prise de conscience locale : « *Avant, on ne savait pas combien on était. La Pride nous a montré qu'on est nombreux·ses.* »

Même la Bourgmestre a dû réagir. « *Elle a fini par nous voir, pas forcément par conviction, mais parce que c'était devenu incontournable* », observe **Clémence**. Pour autant, le collectif reste vigilant : « *Il ne faut pas que la Ville se réapproprie la Pride comme à Bruxelles.* »



Pour un antifascisme pluriversel : décoloniser la lutte, élargir le front

Réflexions collectives du mouvement qui ont menées à la création d'une campagne nationale

L'antifascisme contemporain ne peut plus se contenter de ses catégories héritées du XXe siècle. Notre réflexion, qui a guidé notre campagne nationale, part d'une intuition simple : le fascisme et le colonialisme sont indissociables, tant dans leur histoire que dans leurs formes actuelles. C'est cette relation profonde (historique, politique, matérielle) qui explique la persistance de logiques autoritaires, racistes et impérialistes au cœur même de nos démocraties.

Alors que l'Extrême-Droite progresse en Europe, un constat dérangeant ressurgit : l'antifascisme dominant reste aveugle à ses propres angles morts. Bien qu'il se présente comme un rempart contre la haine, il reproduit souvent des pratiques, pensées et priorités politiques eurocentrés qu'il prétend combattre. Résultat : il mobilise peu les personnes racisées, ignore des pans entiers de luttes anticoloniales, et se limite trop souvent à une défense abstraite de la démocratie, sans interroger les violences systémiques déjà en cours.

Il est urgent de penser un antifascisme *pluriversel*, c'est-à-dire une lutte qui n'est plus centrée sur les seules références européennes, mais ouverte aux savoirs, expériences et analyses des peuples colonisés, racisés et dominés, qui ont développé bien avant les Européen·e·s des lectures politiques d'une grande lucidité. Un antifascisme qui se décentre, qui se décolonise, qui se nourrit de perspectives multiples et qui remet en cause l'universalisme abstrait et eurocentré encore dominant dans les organisations antifascistes. Le pluriversel représente la multiplicité des mondes, des manières d'exister, de penser, de lutter. C'est l'idée que nos analyses doivent devenir multipolaires, multi-expérientielles, multi-historiques.

Un antifascisme qui interroge ses propres angles morts

Notre analyse commence par une prise de conscience : les milieux antifascistes restent encore très majoritairement blancs. Une question est régulièrement posée, « Pourquoi les personnes racisées participent-elles si peu aux mobilisations antifascistes ? ». Elle servira de point de départ à notre remise en cause interne. Car cette interrogation demeure trop souvent posée sans que ceux et celles qui la formulent ne se remettent en question. Pire, elle conduit parfois à des réponses paresseuses, accusant implicitement les populations racisées d'un présumé manque de conscience antifasciste.

Nous proposons de retourner ce constat : les militant·e·s blanc·he·s manquent souvent aux combats internationaux comme le Congo, le Soudan, la Palestine, le Yémen, ... Cette absence traduit une hiérarchisation eurocentrée des luttes, où le fascisme ne serait un danger que lorsqu'il menace les Européen·ne·s eux·elles-mêmes. L'antifascisme blanc, enfermé dans le cadre national, peine à comprendre que l'impérialisme et le fascisme sont liés, et que les guerres coloniales alimentent le fascisme intérieur.

De plus, on constate que les pratiques militantes (risques policiers, action directe, exposition médiatique) ne sont pas neutres : les personnes racisées n'affrontent pas le même système judiciaire ni les mêmes dangers, ce qui limite leur participation et révèle l'un des angles morts d'un antifascisme trop peu attentif aux réalités de la violence raciale.

S'y ajoute une persistance des imaginaires coloniaux dans les milieux militants : préjugés envers la religion, condescendance envers les cultures non-occidentales, ou encore paternalisme politique. Beaucoup de militant·e·s racisé·es expliquent devoir cacher leur religion pour ne pas être perçus·es comme « non déconstruit·es ». Le soupçon constant envers l'islam révèle un vieux préjugé colonial : le « peuple arriéré » qui aurait besoin d'être « émancipé ». Un antifascisme qui méprise les cultures politiques non-occidentales se coupe d'une immense part des luttes contre la domination.

De notre point de vue, l'antifascisme actuel souffre d'un paradoxe majeur : il affirme lutter contre l'oppression, mais ignore les expériences de celles et ceux qui vivent déjà des formes de fascisme quotidien (contrôles au faciès, violences policières, discriminations institutionnelles, islamophobie d'État, militarisation des frontières...).

Pour de nombreuses personnes racisées, le fascisme n'est pas une menace future, c'est déjà une réalité vécue. Si les organisations antifascistes

veulent réellement s'élargir, elles doivent reconnaître que leur propre cadre d'action exclut malgré elles.

On ne peut combattre le fascisme sans prendre en compte les luttes des peuples qu'on dit défendre.

Lire le fascisme à partir du colonialisme : une nécessité politique

L'une des limites majeures de l'antifascisme contemporain est son incapacité à reconnaître que le fascisme ne naît pas en Europe dans les années 1930 comme un accident politique.

La Controverse de Valladolid (1550-1551) en est un parfait exemple : l'humanité même des peuples colonisés y est débattue. Cette rationalisation de la domination, déjà fondée sur des arguments prémisses au racisme moderne, prépare les discours de supériorité et les systèmes d'exploitation qui suivront. On pourrait également citer le premier génocide du XXe siècle, *le génocide des Hereros et Namas* en Namibie, ou les camps de concentration coloniaux, ou encore, les théories pseudo-scientifiques d'Eugen Fischer, ...

Tous ces éléments annoncent les logiques qui culmineront plus tard dans la *Shoah*. Comme l'a évoqué *Hannah Arendt*, le fascisme est le produit d'un « boomerang impérial » : ce sont les violences coloniales (massacres, génocides, hiérarchies raciales, destruction de sociétés entières) qui reviennent en Europe sous forme de totalitarisme contre des populations européennes jugées « indésirables ». Dans *Les origines du totalitarisme*, Arendt démontre que la racialisation du monde, l'expansion territoriale, la hiérarchie entre peuples, l'administration violente des colonies,

ont constitué le laboratoire idéologique et matériel du fascisme européen.

C'est dans les colonies que l'Europe a testé les premiers camps de concentration, les politiques d'extermination, les techniques modernes de surveillance, les appareils bureaucratiques de déshumanisation, les théories raciales pseudo-scientifiques, et les modèles d'extraction économique fondés sur la force.

Le colonialisme est donc la matrice du fascisme

Les penseurs noirs des années 1930 comme **George Padmore, C.L.R. James, Langston Hughes**, l'avaient déjà compris. Pour eux, le fascisme n'est pas une rupture, mais la continuation logique de la violence coloniale, cette fois retournée vers l'intérieur des métropoles. Ils ont dénoncé l'aveuglement d'une gauche européenne qui, au nom de la lutte contre le fascisme, s'alignait souvent sur les intérêts impérialistes, y compris en abandonnant les mouvements anticoloniaux.

Aimé Césaire le formulait avec encore plus de force dans *le Discours sur le colonialisme* : l'Europe ne s'est jamais scandalisée du fascisme tant qu'il s'exerçait hors de son territoire. C'est lorsqu'elle a découvert que les techniques impérielles pouvaient être retournées « en choc en retour » contre elle-même qu'elle s'est déclarée horrifiée.

Césaire, George Padmore, C.L.R. James, tous l'affirment : **le fascisme européen est une réimportation de la violence impérialiste**. Ce que l'Europe découvre dans les années 1930, le reste du monde le subissait depuis des siècles.

Néocolonialisme et fascisme contemporain : même mécanique

Aujourd'hui encore, les politiques sécuritaires, migratoires, policières et économiques de l'Europe s'inscrivent dans cette continuité. Les techniques utilisées contre les migrants et les populations racisées sont des héritages directs des laboratoires coloniaux : militarisation des frontières, bases de données biométriques, reconnaissance faciale, surveillance par drones, enfermement administratif, traitement algorithmique des demandes d'asile, criminalisation de la mobilité humaine.

Croire alors que le fascisme ne se réduit qu'aux partis d'Extrême-Droite est une erreur stratégique. Le fascisme est aussi une structure, une culture politique, un appareil administratif nourri par le néocolonialisme, l'extractivisme, le racisme systémique, la criminalisation de la mobilité humaine, l'islamophobie d'État, les politiques migratoires violentes, le sécuritarisme omniprésent. C'est pourquoi les partis d'Extrême-Droite prospèrent si bien : ils poussent simplement jusqu'au bout une politique déjà partiellement appliquée par les partis traditionnels. **Le fascisme apparaît comme un durcissement d'un ordre sécuritaire déjà néocolonial.**

Pour prendre le cas de la Belgique, elle exerce un « néocolonialisme intérieur » tout en maintenant, au niveau international, des positions qui nourrissent les idées d'Extrême-Droite qu'elle prétend combattre.

La contradiction la plus frappante réside dans le fait que des partis et personnalités politiques se réclamant de l'antifascisme portent ou soutiennent des mesures qui renforcent la surveillance, l'enfermement et l'exclusion des personnes racisées, les mêmes dispositifs que l'Extrême-Droite applaudit. Nous pouvons retrouver plusieurs exemples belges illustrant cette hypocrisie d'une partie de la gauche institutionnelle :

La loi Tobback de 1993 sur les centres fermés : votée avec participation de parti socialiste. Souvent présentée comme une simple régulation administrative, elle a en réalité institutionnalisé l'enfermement administratif des demandeurs d'asile. Ce glissement a ancré dans le droit belge l'idée qu'on peut priver des personnes de liberté sans crime, sans procès, sans jugement.

Ces centres, héritiers des logiques coloniales de contrôle des mobilités, constituent aujourd'hui des espaces de non-droit où les violences psychologiques, les expulsions forcées et la séparation de familles sont quasi banalisées. Tout cela sous couvert de « gestion migratoire ».

La répression des filles voilées (Hijabis Fight Back) : témoigne d'un autre paradoxe, celui d'un pays qui prétend défendre la liberté et l'égalité, mais qui à la fois exclut de l'école, de l'emploi et de l'espace public des femmes racisées en raison de leur religion. Sous couvert de « neutralité » ou de « protection des jeunes filles », c'est en réalité une logique néocoloniale qui s'exprime : décider à la place des femmes racisées ce qui est émancipateur pour elles, leur imposer un modèle culturel, criminaliser leur appartenance religieuse. Ce type de politique crée un climat qui alimente l'Extrême-Droite plutôt que de la combattre, en validant ses discours sur les « populations dangereuses » ou « inassimilables ».

L'aveuglement face aux violences policières : pourquoi la gauche belge peine-t-elle à nommer les violences policières ? La réponse est politique : reconnaître le caractère structurel du racisme policier impliquerait de remettre en cause l'État sécuritaire. Or une grande partie du spectre politique, y compris progressiste, s'aligne sur une vision sécuritaire héritée du colonialisme. **Comment prétendre lutter contre le fascisme lorsque l'on refuse de voir que des pratiques proto-fascistes existent déjà dans la police ?**

La politique éducative au service de l'exclusion via le décret Marcourt : présentée comme une réforme académique, cette mesure a eu pour résultat de bloquer l'accès à l'enseignement supérieur pour de nombreux et nombreuses jeunes issus de l'immigration. Ce type de décision renforce les hiérarchies coloniales. Il distingue implicitement « ceux et celles qui méritent l'université » et « ceux et celles qui coûtent trop cher au système ». Ce tri, habillé en rationalité budgétaire, réactive des logiques raciales d'accès différenciés ; une redistribution de la parole et du leadership ; le refus de l'instrumentalisation des luttes racisées ; la reconnaissance des expériences religieuses comme ressources politiques.

Comme on peut le constater, la Belgique n'a jamais réellement rompu avec son passé colonial de Léopold II. Cette continuité nourrit une vision racialisée de la société, dans laquelle l'État tolère des politiques discriminatoires, pour autant qu'elles restent déguisées en neutralité administrative. **Et lorsqu'un État met en place des pratiques de contrôle racial, il crée lui-même la culture politique qui nourrit l'Extrême-Droite.**

Vers un antifascisme pluriversel

On ne peut pas prétendre combattre le fascisme tout en renforçant les logiques qui le nourrissent. L'antifascisme belge doit donc se confronter à sa propre participation à l'ordre néocolonial.

Cela nécessite d'intégrer les analyses décoloniales ; de comprendre le fascisme comme la continuité du colonialisme et de l'impérialisme ; de ne pas considérer les frontières comme « un débat secondaire » ; de ne pas ignorer le rôle de l'OTAN et de l'UE ; de recentrer la lutte sur les violences systémiques contemporaines telles que l'islamophobie, le racisme structurel, la violence policière, la militarisation de l'Europe, l'exploitation des ressources du Sud, la surveillance algorithmique, le capitalisme extractivisme ; de construire des alliances transversales, où les priorités et analyses des populations

racisées ne sont pas simplement intégrées mais structurantes.

On ne peut combattre le fascisme sans démanteler les structures coloniales qui l'ont engendré. La hiérarchie des violences doit être renversée : **le fascisme commence là où la démocratie accepte la violence coloniale et raciale.**

Sur le terrain militant, cela implique des espaces réellement sûrs pour les personnes racisées ; des modes d'action sensibles aux risques différenciés ; une redistribution de la parole et du leadership ; le refus de l'instrumentalisation des luttes racisées ; la reconnaissance des expériences religieuses comme ressources politiques.

C'est seulement de cette manière qu'un antifascisme large, populaire et réellement transformateur peut émerger : **un antifascisme qui n'abandonne personne, qui ne sacrifie aucune lutte.** C'est une vision politique ambitieuse, transformatrice, qui exige de rompre avec la tentation européenne de faire du fascisme un accident de parcours. Le fascisme est une histoire longue, et les peuples colonisés en détiennent les clés d'analyse.

Un antifascisme pluriversel est donc un antifascisme décentré, décolonial, internationaliste, capable de relier les luttes des quartiers populaires aux répressions impérialistes, les violences policières européennes aux violences militaires globales, et les expériences historiques des peuples colonisés aux combats politiques d'aujourd'hui.

Americ Africa

Au lendemain de la guerre de Sécession, durant une courte période (1868-80) appelée "Reconstruction", l'Amérique va contraindre des écoles pour 95% d'esclaves affranchi-e-s illétrés de tous âges.



Profitant de ces conditions particulières, W.H. Sheppard suit des cours au séminaire et devient pasteur. Il part comme missionnaire en Afrique.

Il est le premier à poser les pieds dans le royaume Kuba, une des dernières grande cour royale congolaise.

« Je n'ai appris ni le grec, ni l'hebreu, juste l'évangile pour partir prêcher à nos ancêtres. »

« Nul ne peut interpréter l'Afrique, sauf les Africain-e-s. »

« La ville est composée de larges rues perpendiculaires nettoyées tous les matins. Chaque maison est entourée d'une cours et d'une haute clôture faite d'épaisses nattes de feuilles de palmier. »

« Le kilt qu'ils et elles portent est tissé en raphia sur leur propre métier à tisser par les hommes et décorer par les femmes. »



« Le forgeron façonne des armes mais aussi des objets utilitaires. »

« Ma collection d'art et d'objets est là pour illustrer la nature de la culture africaine. »

« Dans les cérémonies officielles, on chante et danse aux sons des tambours, des cors d'ivoire et des harpes. Tous et tous portent de beaux vêtements ornés de cœurs, ce petit coquillage qui sert également de monnaie d'échange. »



Après un retour aux États-Unis, il revient et retrouve la région dévastée. Une tribu, les Zappo Zap, semé la terreur. « Nous formons avec crainte une caravane... »



« À un tournant de la route près d'une forêt, nous tombons nez à nez face à 16 guerriers Zaps et je crois ma mort arrivée. »



« Le village est infesté de mouches et d'une odeur putride venant des charniers qui l'entourent. »



« C'est son supérieur hiérarchique qui transmet son rapport. S'en suivit un procès pour diffamation dont les missionnaires ressortirent acquittés et une pièce de plus fut versée au lourd dossier à l'encontre de Léopold II. »



« Nous traversons des villages abandonnés et brûlés par les Zaps, il y a des cadavres de femmes couchés devant les maisons. »



« Que cette tribu soit à la solde des fonctionnaires de l'État belge ajoute à la dépravation naturelle de l'ignorance sauvage, la cruauté de l'avidité blanche. »

« Heureusement, le chef Chebamba à sa tête me reconnaît. J'apprends de lui ce que je veux savoir. »



« J'ai demandé aux villages de m'envoyer leurs impôts. Quand ils sont venus m'implorer, je leur ai dit de payer sinon je les tuerai. J'ai tué ceux qui refusaient ou l'avaient fait. »



« Et ces bras sans mains ? »

« Nous apportons aux Blancs la preuve de nos actes : une main, une cartouche, un mort. »

« En Amérique, la Reconstruction est finie, les lois "Jim Crow" font renaitre la ségrégation mais cette période a semé ses graines dans la population noire. »



« Étant un homme de couleur, je ne serai pas compris si je critiquais un gouvernement blanc. »

« Des intellectuels noirs discréditeront la supériorité occidentale et poseront les bases idéologiques du mouvement des droits civiques et l'indépendance des peuples colonisés. »



NOS FÉDÉRATIONS

BRUXELLES

Rue d'Anderlecht, 4. 1000 Bruxelles
Tel : 0485 82 99 40 - bruxelles@joc.be
Facebook/Insta : joc Bruxelles

LIÈGE

Rue Saint-Thomas, 32. 4000 Liège
Tel : 0479 69 81 44 - jocliege@joc.be &
liege@joc.be
Facebook : Joc Liege
Insta : [joc_liege](https://www.instagram.com/joc_liege/)

NAMUR

Rue de l'Avenir, 3. 5000 Namur
Tel : 0470 86 24 90 - namur@joc.be
Facebook : Joc Namur
Insta : Jocnamur

CHARLEROI

Boulevard Tirou, 167. 6000 Charleroi
Tel : 0494 98 73 56 - charleroi@joc.be
Facebook : Joc Charleroi
Insta : [joc_charleroi](https://www.instagram.com/joc_charleroi/)

VERVIERS

Rue du Palais, 25. 4800 Verviers
Tel : 0497 68 10 98 - jocverviers@joc.be
Facebook/Insta : Joc Verviers

TOURNAI

Chaussée de Renaix, 38. 7500 Tournai
Tel : 0492 29 80 98 - tournai@joc.be
Facebook : JOC Wapi- Tournai
Insta : [jocwapi](https://www.instagram.com/jocwapi/)

LA LOUVIÈRE

Rue Sylvain Guyaux, 35. 7100 La Louvière
Tel : 0487 68 17 11 - joclalouviere@joc.be
Facebook : Fédération Joc La Louvière
Insta : [joclalouviere](https://www.instagram.com/joclalouviere/)

MONS

Rue Marguerite Bervoets, 10. 7000 Mons
Tel : 0492 29 80 85 & 0493 77 71 36 -
mons@joc.be & jocmons@joc.be
Facebook : JOC Mons - Borinage
Insta : joc_mons

SECRÉTARIAT - NATIONAL

Rue d'Anderlecht, 4. 1000 Bruxelles
Tel : 02 513 79 13